

situations pédagogiques, les élèves, apprentis, étudiants deviennent acteurs des projets de territoire, que ce soit par exemple dans les projets d'information et de communication (PIC) en BTS ou encore dans les nombreuses actions en partenariat avec des associations locales.

La nécessité de notions initiales

En conclusion, l'enseignement agricole a su depuis des années développer par ses spécificités une éducation à la

citoyenneté complète et très diversifiée qui se veut ancrée dans les territoires et ses champs professionnels. Cependant, il semble manquer surtout pour les filières professionnelle et technologique une propédeutique à cet objectif majeur de l'école, à savoir l'apport de notions initiales (l'éducation civique) pour pouvoir ensuite démarrer toute réflexion ou action citoyenne.

Espérons que ce sera là, un des enjeux majeurs du grand débat lancé par le Ministre sur les valeurs de la République.



L'apprentissage en première ligne



en enseignement général que nous le jugions nécessaire. A cette époque, par exemple, en CAPA 11 heures hebdomadaires étaient consacrées aux mathématiques et à l'économie. Aujourd'hui, après un changement de direction, l'enseignement de ces matières n'est plus que de 8 heures par semaine. Les autres heures ayant été attribuées à la pratique et à la technique.

Mais nos apprentis sont souvent issus de classes de SEGPA ou sont des décrocheurs. Leurs derniers souvenirs d'une journée entière passée à l'école datent de l'école primaire. Ils ont des lacunes énormes. Ils ont des difficultés pour se repérer dans le temps et dans l'espace. Ces apprentis, en plus des nombreuses lacunes, manquent de mots pour s'exprimer. Leur vocabulaire est riche de vulgarité mais pauvre de mots pour se faire comprendre.

Il est difficile pour eux d'argumenter, une fois qu'ils ont répété quelques lieux communs, ne disposant plus de mots pour présenter ce qu'ils pensent, ils deviennent agressifs. Ils se retrouvent en réelle situation de handicap ne pouvant pas s'exprimer.

Sans repère historique, ne réagissant qu'épidermiquement, manquant de mots pour formuler leur pensée, leur réflexion est bloquée.

La consigne de notre direction est d'augmenter le nombre d'apprentis et de ce fait nous accueillons tous les apprentis : beaucoup ne sont motivés que par le salaire. Leur manque de motivation, associé à un bas niveau de connaissances et à un état physique perturbé (ils dorment peu

ou mal, ils s'alimentent mal), fait que leur attention et leur concentration en sont altérées.

Il nous apparaît évident qu'il faut renforcer l'enseignement général et proposer des adaptations possibles pour ces jeunes hermétiques au savoir.

Les programmes de ces diplômes par UC ne comportent pas les questions de la citoyenneté, de la laïcité, du vivre ensemble. L'histoire n'est abordée que par les faits d'actualité.

Mais la question ne concerne pas que les apprentis, il y a aussi une difficulté avec les formateurs. Si les référentiels indiquaient plus concrètement les questions liées à la citoyenneté, nous disposerions de plus de force pour les aborder en cours.

Par ailleurs, nous, formateurs de CFA, ne disposons pas de la formation continue adéquate pour appréhender ces difficultés et pour inventer d'autres pratiques qui permettraient de désamorcer certains conflits. Nous sommes trop souvent isolés ».

Le témoignage d'une situation dans un CFA dispensant des formations préparant uniquement aux diplômes par UC.

« Depuis les réformes des BPA et BP AP, les programmes de ces diplômes se sont recentrés vers la technique. Le discours, "il faut en faire de bons professionnels" répété à l'infini, laisse peu de place aux questions de citoyenneté, de libre arbitre, de liberté de penser. Et cette tendance se retrouve dans les CAPA ou les autres diplômes.

Pour notre direction, pendant de nombreuses années, le référentiel UC n'indiquait pas de volume horaire et il était donc possible de faire autant d'heures

